**ARRETE DE REINTEGRATION APRES UN TEMPS PARTIEL**

**de Monsieur *(ou Madame) … , … (Grade)***

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

Le Maire *(ou le Président)* de...

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 612-1 à L. 612-2, L. 612-4 à L. 612-8 et L. 612-12 à L. 612-14,

***Pour un contractuel de droit public***

*Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n°... du ... fixant les modalités d’exercice du travail à temps partiel dans la *collectivité de …*

Vu l’arrêté en date du … autorisant Monsieur *(ou Madame)* … à exercer ses fonctions à temps partiel à raison de … % du temps complet pour la période du … au …,

Vu la demande écrite de réintégration à temps plein en date du … présentée par Monsieur *(ou Madame)* …,

*Le cas échéant, en cas de motif grave*

*Considérant le motif grave justifiant une réintégration avant le terme du service à temps partiel,*

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du ..., Monsieur *(ou Madame)*... est réintégré dans ses fonctions de …

Le temps de travail est organisé dans un cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel *(mentionner le cadre d’organisation choisi et préciser la répartition des périodes travaillées et non travaillées),*

**Article 2 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 3**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Comptable de la collectivité, au Président du Centre de Gestion.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le président)*,